Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique* par Jean-Luc Mathieu

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/9702>

DOI : 10.4000/jso.9702

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 596-599

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique* par Jean-Luc Mathieu », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 27 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9702> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.9702>

Ce document a été généré automatiquement le 27 septembre 2021.

Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique* par Jean-Luc Mathieu

Isabelle Leblic

RÉFÉRENCE

MATHIEU Jean-Luc, 2018. *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique*, Paris, L'Harmattan, 127 p., 19 sources.

- 1 Ce petit ouvrage annonce dès le début, dans une « remarque liminaire », le ton :
« [...] une société, presque tout entière, ne peut pas dévoiler crûment son objectif quand il correspond, avant tout, aux désirs et intérêts de quelques dizaines de milliers de citoyens français, dont les partis politiques nationaux sont solidaires, très éloignés des intérêts des habitants originels d'une terre colonisée à l'époque de l'impérialisme français. » (p. 5)
- 2 Son auteur, Jean-Luc Mathieu, haut fonctionnaire de l'État, ancien magistrat à la Cour des comptes et membre actif du Forum de *Regards protestants* (<https://www.leforumderegardsp protestants.fr/>), connaît bien la Nouvelle-Calédonie. Il a déjà écrit en 1989 un très utile « Que sais-je ? » qui fut d'ailleurs plusieurs fois réédité depuis.
- 3 Il poursuit dans l'introduction et rejoint notre propre analyse conduite depuis de nombreuses années (voir Leblic, 1993) et exposée durant trois ans (2015-2017) à ASAO dans les sessions *Contested Sovereignties in the French (Post)Colonial Pacific* coordonnées par Alexander Mawyer et Pierre-Yves Le Meur (*Sovereignties and Colonialities in the French-Speaking Pacific. The case of New Caledonia (1980-2018)*, à paraître) :
« Nous allons analyser ici une politique parée de tous les atouts de la générosité [...] pour inciter une majorité de Néo-Calédoniens à se détourner de toute perspective

indépendantiste et opter pour une large autonomie (affectant le moins possible la richesse des plus aisés). Les pages qui suivent entendent expliquer pour quelles raisons et par quels cheminements le référendum, prévu de longue date, en Nouvelle-Calédonie, pour l'automne 2018, ne peut aboutir qu'au rejet de la "pleine souveraineté", c'est-à-dire de l'indépendance, parce que tout a été fait, depuis 1978, pour aboutir à ce résultat. » (pp. 9-10)

- 4 Comme je le dis depuis 1993, depuis Dijoud, nous avons en fait toujours à peu près la même politique de développement pour rééquilibrer, et Jean-Luc Mathieu précise aussi dans le chapitre 2 que :

« [...] pendant les quarante années qui ont suivi, c'est, avec quelques variantes, la même politique qui a été poursuivie, avec les mêmes objectifs : désamorcer les revendications indépendantistes. » (p. 24)

- 5 Cet ouvrage vaut donc la peine qu'on s'y attarde quelque peu dans cette période pré-référendaire.
- 6 Il est construit en dix chapitres précédés d'une introduction (pp. 9-10) et d'une remarque liminaire, suivis de « Remarques finales » en guise de conclusion (pp. 121-122) ; on peut regretter qu'il n'y ait pas de bibliographie proprement dite en fin d'ouvrage, mais juste la mention des sources consultées (au nombre de dix-neuf). L'auteur a voulu sans doute faire au plus vite pour paraître avant la tenue du référendum et ce texte, « achevé le 1^{er} juin 2018 », est disponible dans les rayons des libraires depuis fin juin.
- 7 Dans le chapitre 1, « Les structures coloniales en lente évolution » (pp. 11-21), rien de neuf qu'on ne connaisse déjà et qui est ici extrêmement résumé. L'auteur nous y présente deux périodes de l'histoire calédonienne qu'il nomme « La domination blanche sans partage » (pp. 12-14, soit 2,5 pages pour cent ans de colonisation !) et « La domination avec partage » (pp. 15-21). En citant le professeur de géographie Jean-Christophe Gay, il précise que « La Nouvelle-Calédonie a sans doute connu le pire système colonial qu'ait produit la France » (extrait de la déclaration faite le 2 février 2016 à l'Assemblée nationale à la commission d'enquête sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie).
- 8 Quatre sous-chapitres pour exposer la domination avec partage :
1. « La difficile fin de la colonie », dans lequel l'auteur nous parle de la Seconde Guerre mondiale qui a permis à la Nouvelle-Calédonie de vivre à l'heure américaine, la création de l'Union calédonienne en 1953, de l'élargissement à tous les Kanak du droit de vote en 1951 pour être total en 1956 avec la majorité pour les Kanak dans le corps électoral, et de la loi-cadre Defferre de 1956, etc.
 2. « Le début de l'autonomie », avec le gouvernement SFIO de Guy Mollet qui imagine un « système de gestion [...] pour desserrer le carcan des territoires d'outre-mer, dans un monde où l'indépendance des colonies devenait une revendication mondiale » avec un statut de large autonomie, la loi-cadre dite Defferre du 23 juin 1956 (Leblic, 1993 : 54), « qui représente une avancée très importante par rapport à la situation antérieure » (pp. 16-17). L'UC a la majorité absolue à la toute nouvelle assemblée territoriale, ce qui ne fut pas accepté nous dit-il « par les différentes tendances de la droite, quasi exclusivement ancrées dans les milieux calédoniens d'origine européenne » et « un coup de force est tenté le 18 juin 1958 par la biais d'une manifestation de "broussards" et de Nouméens dénonçant "la dictature Lenormand". » (p. 17) Malgré la suspension du conseil de gouvernement, Lenormand est réélu pour la troisième fois en 1959 avec 67 % des voix.
 3. « Le début de la v^e République » est une période que j'appelle d'occasion manquée car l'UC, si crainte parce que majoritaire, est celle qui a permis que la Nouvelle-Calédonie demeure dans

la République française en appelant à voter oui à la Constitution de 1958 et en passant au statut de territoire d'outre-mer (TOM). La « domination de la vie politique nationale par la droite gaulliste (RPR) allait avoir des conséquences [...] avec la création du Rassemblement calédonien, par Henri Lafleur » (p. 18). Désapprouvant la façon dont l'autonomie fonctionnait et de la majorité Union calédonienne, les colons et leurs descendants demandèrent aux gouvernements français qu'une recentralisation la réduise considérablement. [...] Ce furent les lois Jacquinot (1963) puis Billotte (1969) [...] » (p. 18). C'est le début de ce que nous avons appelé en 1993 « la valse des statuts » (Leblic, 1993 : 53-74).

4. « Le “boom” du nickel, occasion d'une recolonisation¹ démographique » pose l'éternel problème, et à mon sens toujours présent depuis le début du statut de TOM, de maintenir la Nouvelle-Calédonie comme une terre d'immigration française ayant le double avantage de noyer la revendication d'indépendance en rendant les Kanak minoritaires dans leur propre pays, mais aussi, comme le cite Jean-Luc Mathieu à propos de la directive Messmer de 1972, pour que : « les conditions soient réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe » (p. 21). Il faut donc « blanchir » la population. À ce propos, une petite précision. Mathieu note p. 19 que les Kanak sont « redevenus majoritaires dans la population vers 1960 » alors que, d'après le tableau de la population que nous avons publié en 1993, à partir des données de l'ITSEE, ils le sont depuis 1901 jusqu'en 1956, l'année 1946 exceptée où ils ne sont que 49,4 % de la population du territoire. Jusqu'en 1989 où ils sont encore 44,8 %, ils restent la population la plus importante mais n'ont plus la majorité absolue. Et si l'on replace les objectifs de cette directive dans ce début de XXI^e siècle, on peut dire que les objectifs ont été atteints et continuent d'être suivis puisque l'immigration qui a eu lieu depuis trente ans (le début des accords) n'a cessé d'augmenter (voir Rallu dans ce volume).

9 L'auteur conclut ce chapitre en notant que :

« On a peine à croire qu'une pareille déclaration de colonialisme puisse avoir été articulée par la droite dite “gaulliste”. » (p. 21)

10 Le chapitre 2 « Des essais pour essayer de rattraper le temps perdu » (pp. 23-36) part de l'élection de Giscard qu'il qualifie « d'une droite plus subtile, plus centriste » face à la « droite rigide, auto-baptisée “gaulliste” » de Pompidou et (p. 23) pour arriver au « “flop” du statut Lemoine ». Tout d'abord, avec Raymond Barre, le gouvernement choisit le retour vers l'autonomie en 1975 par un nouveau statut, nous dit-il. En fait, le statut Stirn qui permet cela date du 28 décembre 1976.

« Au lieu de soutenir les intérêts des Caldoches en prenant de front les [Kanak], de plus en plus influencés par l'indépendantisme, les gouvernements mirent en œuvre une politique visant à intégrer une partie des Mélanésiens au système dominant. » (p. 24)

11 Et là encore, je suis d'accord avec Mathieu qui écrit, comme nous l'avons fait à de multiples reprises (voir notamment Leblic, 1993 ; sous presse ASAO et ce volume), que :

« pendant les quarante années qui ont suivi, c'est, avec quelques variantes, la même politique qui a été poursuivie, avec les mêmes objectifs : désamorcer les revendications indépendantistes. » (p. 24)

12 Ainsi, le destin commun et le rééquilibrage ne sont que la version contemporaine de la promotion mélanésienne de Dijoud, des victimes de l'histoire de Nainville, des plans de développement de l'intérieur et des îles... Ce qui fait conclure l'auteur ce chapitre avec « 7. Le délitement » dans lequel il revient sur la façon dont les indépendantistes

exprimèrent leur sentiment d'avoir été trompés par les socialistes censés les soutenir (p. 35) ; le statut Lemoine pouvait en marquer le point d'orgue (p. 36).

- 13 Le chapitre 3 consacré aux « heurts et malheurs de la proposition Pisani » (pp. 37-45) montre qu'il n'en était rien. Le discours télévisé d'Édgard Pisani, avec du recul, apparaît comme audacieux :

« La France ou bien l'indépendance. L'indépendance ou bien la France. Il est possible d'associer ce que l'on avait jusqu'ici opposé ; je suggère que vous vous prononciez, dans le cadre de l'article 88 de la constitution de la république, en faveur de l'indépendance-association garantissant aux deux pays la stabilité de leurs relations en garantissant à tous, personnes morales et physiques, le respect de leurs droits légitimes et de leur sécurité. France et indépendance. » (p. 39)

- 14 Mais il n'a pas été suivi par le gouvernement socialiste de Fabius, ce qui a donné le statut Fabius-Pisani, bien en retrait, et la suite dramatique de l'on connaît à Ouvéa en 1988 puis 1989. Que de temps de perdu pour en arriver maintenant à une position bien similaire... (« du Macron avant l'heure » dit-il p. 40) mais plus de 35 ans après et de nombreux morts ! Mathieu cite toute une série de témoignages des plus intéressants sur l'accueil du plan Pisani par la base calédonienne comme :

« Beaucoup ont insisté sur [...] le rôle néfaste joué par les leaders politiques qui restent accrochés à des positions dépassées. [...] Même un Calédonien qui, en matériel de travail a perdu près d'un million à Thio, nous a dit : "[...] Pour continuer à pouvoir vivre ensemble bien, je suis prêt à l'indépendance. Mais il faut le discuter vite ; je trouve que le vote en juillet c'est trop loin." » (p. 42)

- 15 Le chapitre 4 illustre bien ces vagues-hésitations avec « la Nouvelle-Calédonie à hue et à dia » (pp. 47-56). Mathieu revient sur le manque de volonté politique du gouvernement socialiste en janvier 1985 quand il ne suivit pas la proposition de Pisani et qui proposa un énième statut qui « allait mécontenter les deux camps » (p. 47). D'ailleurs, l'auteur nous dit que :

« Quelques années plus tard, Édgard Pisani a confirmé la lâcheté du Premier ministre Laurent Fabius. » (p. 50)

- 16 D'ailleurs, en cela, pour éloigner toute perspective d'indépendance, la droite n'est pas en reste. Elle « est parvenue à exclure [la] formulation [d'indépendance association avec la France] et, entraînant la gauche sur son terrain, a par conséquent réussi à écarter cette hypothèse du débat national » (p. 53).

- 17 Le chapitre 5 revient sur « La revanche » (pp. 57-65) de la droite revenue au pouvoir en France et qui amena au drame d'Ouvéa que l'on connaît. Il est dommage que ce chapitre ne fasse pas mention de la mobilisation pacifiste des Kanak contre Pons et son référendum, notamment « les quinze jours pour Kanaky » (23 août-3 septembre 1987), décidée par le congrès FLNKS des 30-31 mai 1987 à Ponérihouen : une grande marche pacifique pour l'indépendance qui débuta le 22 août 1987 et des grèves de la faim un peu partout sur le territoire.

- 18 Le massacre d'Ouvéa introduit « le changement de perspective » du chapitre 6 (pp. 67-78). Olivier Stirn, qui était l'auteur du statut autonomiste du même nom du 28 décembre 1976 – et non pas 1974 comme l'écrit Mathieu –, redevient ministre des DOM-TOM du 8 mai au 22 juin 1988 ; il évoque « la nécessité de mettre fin à la situation coloniale, notamment par des mesures financières et fiscales » (p. 67). Et, en présentant l'accord de Matignon du 26 juin 1998, l'auteur pointe un élément qui émerge de la déclaration finale :

« [...] outre l'acceptation de contribuer à établir la paix civile, c'est le choix de présenter les aspirations des deux blocs de façon clivante, Jean-Marie Tjibaou et ses associés ayant étrangement accepté que la position du FLNKS soit présentée comme "souverainiste" et "indépendantiste", sans aucune référence à une possibilité d'association avec la France ; la parenthèse Pisani était donc écartée, conformément à la volonté conjointe du gouvernement et des anti-indépendantistes. » (p. 69)

19 Ainsi, la suppression de toute référence à l'association fait le jeu des anti-indépendantistes et du gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche d'ailleurs. Pourtant, ce sont les indépendantistes qui, à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, ont fait passer les accords.

20 Avec le complément d'Oudinot du 20 août 1988, l'exposé des motifs adopté reprend, comme nous l'avons déjà écrit (1993 et ce volume), « à nouveaux frais, la politique de "promotion mélanésienne" du président Giscard d'Estaing et renvoie à dix ans le scrutin d'autodétermination » (p. 70). D'ailleurs, il insiste sur le fait que :

« Tout a été masqué par la photo de la poignée de main entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, mais cet accord a été obtenu grâce à la capitulation de Jean-Marie Tjibaou sur l'essentiel, un changement de paradigme sociétal et, par conséquent, du FLNKS. [...] De nombreux Caldoches n'ont, une fois encore, pas compris que c'est leurs intérêts que [les] accord[s] de Matignon-Oudinot [ont] visé avant tout à protéger. » (p. 73 et p. 75)

Le chapitre 7 présente l'accord de Nouméa de 1998 (pp. 79-83) en rappelant la vision que l'auteur a de ces accords :

« Le premier ministre, Lionel Jospin, entendit renouveler l'opération menée par son prédécesseur, Michel Rocard, avec [les] accord[s] de Matignon-Oudinot, qui avait permis de "remettre à plus tard" le choix institutionnel crucial pour la Nouvelle-Calédonie, tout en laissant l'économie (privée) et les finances (publiques) agir pour dissoudre l'aspiration à l'indépendance d'une partie au moins de la communauté mélanésienne. » (p. 79)

Pour Mathieu, ce nouvel accord représente une « issue sans perspective précise » et on ne peut qu'être d'accord avec lui quand il dit que :

« L'État a pris la "posture" d'abdiquer sa responsabilité ; toutes les parties se sont fait une raison de vivre pendant 20 ans dans une situation d'autonomie conformable, sans suffisante responsabilisation financière des Néo-Calédoniens. » (p. 81)

21 Et, comme nous le disons nous-mêmes, « chacun sait que les raisons de ce consensus sont souvent diamétralement opposées » (Bensa et Wittersheim, 2014, cités p. 83).

22 Le chapitre 8 revient sur « les nerfs de la guerre » (pp. 85-93) que sont les transformations économiques et sociales qui ont un rôle fondamental. Pour ce faire, il va rappeler le poids de la fiscalité coloniale « destinée à conforter les fortunes constituées ou en voie de constitution » (p. 85) jusque dans les années 1980 où fut instituée la contribution de solidarité, sorte d'impôt sur les revenus à un faible taux, puis la fiscalité contemporaine, les aides de la métropole et les avantages fiscaux pour les investissements privés. « Sur le plan fiscal, la Nouvelle-Calédonie, qui a toujours ignoré l'impôt sur la fortune, est un véritable paradis pour les gens aisés » (p. 88) et c'est bien cela qui fait que nombreux sont ceux qui refusent l'indépendance. Pour finir, il rappelle que « le niveau des rémunérations de la fonction publique institué dès 1946 [...] a fait de l'outre-mer français des régions économiques lourdement handicapées dans un monde concurrentiel » (p. 92).

23 « Avoir donné du temps au temps », tel est le chapitre 9 (pp. 95-114) dont l'argument est le temps long qui a permis de réduire la place des indépendantistes et obtenir le

résultat escompté au référendum, à savoir, même s'il ne le dit pas, le non à l'indépendance. Ces vingt ans de l'accord de Nouméa ont été en effet caractérisés par « une longue décennie d'apparente léthargie » qui avait pour but de :

« Rester avec le confortable statut de territoire sous perfusion et attendre que le temps passe fut la principale caractéristique de la décennie qui suivit l'accord de Nouméa. » (p. 95)

- 24 Les titres des sous-chapitres sont éloquentes : « D'infinies palabres relatives à “la terre” », « On claironne l'unité pour masquer les oppositions », « Un congrès figé dans l'immobilisme », « L'opposition est totale sur la délimitation du corps électoral pour le référendum d'autodétermination », « Les activités “nickel” », « Une longue période de débats sans débouchés », « Une profusion d'organismes de “réflexion” », « La profondeur des divisions », « Les “hypothèses” Mélin-Soucramanien-Courtial », « L'émiettement des représentations politiques », « L'absence de débat organisé sur l'avenir du territoire ». Enfin, la dernière partie de ce chapitre revient sur la société calédonienne transformée avec « Un dynamisme économique certain », « Une économie fragile », « Des migrations internes », « Un territoire qui attire les populations », « De solides rémanences de structures coloniales », « Un îlot de profondes inégalités sociales », « Le maintien de flux de perfusion » et « Les transformations du monde kanak ».
- 25 Le chapitre 10, « Le dénouement » (pp. 115-119), termine ce petit livre sur lequel il revient sur le fait que « l'objectif du FLNKS, non utopique, était atteignable », à savoir la « plausible hypothèse d'une indépendance sans baisse de leur niveau de vie » (p. 115). Il conclut en reprenant Christnacht qui déclarait en juin 2015 :
« “Les indépendantistes sont très gênés par l'idée d'une indépendance-rupture. C'est pour cela qu'il faut que les forces politiques essaient de desserrer cet étau.” (Bussereau et Dosièrre, 2017). La stratégie menée, tout au contraire, par le Premier ministre, a été d'obtenir, à la satisfaction des anti-indépendantistes à ce qui est peut-être devenu leur propre piège, qu'un accord se fasse pour que la question posée soit : “Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? Ainsi, l'hypothèse d'une “indépendance-association” ou de la “pleine souveraineté avec partenariat” a été écartée au profit d'une question absolument clivante, prenant les indépendantistes au piège qui leur a été tendu depuis des dizaines d'années [...] » (pp. 117-118)
- 26 Et là, Mathieu revient sur l'objet de son propos, « les quarante années d'une politique publique quasiment continue » qui a permis l'accomplissement d'un « double “miracle” » : d'abord, obtenir des indépendantistes qu'ils acceptent « une question dont on pressent bien que, grâce à son caractère abrupte, elle recueillera une nette majorité de NON » ; puis :
« que rien n'a été esquissé pour le futur, si le vote est, comme escompté, négatif. L'autonomie s'accompagnera-t-elle d'une même générosité financière alors qu'il n'y aura plus d'électeurs à conquérir et que la France s'efforcera de sortir de quarante années de déficits ? Les Néo-Calédoniens seront-ils une fois encore exemptés de la plupart des efforts financiers ? L'essentiel de cette fonction de solidarité risque d'être réservé aux contribuables métropolitains. » (p. 118)
- 27 Et, comme Mathieu le rappelle lui-même, quel peut être ce « destin partagé » dans un pays où « 47 % des votants ont choisi Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017 » (p. 119) ?
- 28 En « Remarque finale » (pp. 121-122) qui fait office de conclusion à cet ouvrage, Mathieu rappelle que :

« cet État, indépendant, en association avec la France, aurait façonné son histoire, qui l'eut peut-être menée loin de l'idéal de l'Union calédonienne "Deux couleurs, un seul peuple". Peut-être eut-il réussi, malgré les profondes déstabilisations opérées par les colonisateurs puis, ultérieurement, par l'offensive capitaliste, à construire une société équilibrée, plus égalitaire, vivant selon ses schémas propres, sans courir après un produit intérieur brut moyen toujours plus élevé (la "croissance"), conservant quelques spécificités malgré la tornade de la mondialisation. [...] Mais cet État indépendant, associé à une France qui l'aurait honnêtement aidée à construire son propre destin, aurait lui-même façonné son histoire. Encore eut-il fallu qu'il rencontrât d'authentiques décolonisateurs, capables de vouloir qu'un pays essaye de se choisir un autre destin que celui qu'on lui impose et de l'y aider. » (pp. 121-122)

- 29 C'est un peu le pari sur l'intelligence de Jean-Marie Tjibaou mais il semblerait qu'il se soit perdu en route. On peut en effet regretter quelques imprécisions ou erreurs de chronologie, telle que par exemple p. 29 où il place l'assassinat de Pierre Declercq à la fin de l'été 1982 au lieu du 19 septembre 1981 :

« En juin 1982, [...] [alliance FNSC et FI] pour élire un nouveau conseil de gouvernement dont le vice-président fut Jean-Marie Tjibaou. [...] La situation se tendit plus encore à la fin de l'été, avec l'assassinat, non élucidé, d'un Européen, secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq [...] » (pp. 28-29)

- 30 Ou encore p. 20, où il confond les dates entre la directive Messmer de 1972 et la déclaration de Roger Laroque, maire de Nouméa qui, elle, date de 1970 et non pas de 1972 (voir Leblic, 2003 : 31-32, et repris dans ce volume). De même, l'auteur passe de Kanak à Kanaks au fil des pages...
- 31 Quoi qu'il en soit, je recommande la lecture de cet ouvrage synthétique – parfois trop –, qui peut s'apparenter par certains côtés à un pamphlet par ses critiques contre les politiques publiques de l'État menées depuis quarante ans, mais très utile pour remettre en mémoire les grandes lignes de la colonisation et de ses méfaits, et l'évolution récente du pays, si l'on prend soin de vérifier quelques dates erronées.

BIBLIOGRAPHIE

BENSA Alban et Éric WITTERSHEIM, 2014 (juillet). En Nouvelle-Calédonie, société en ébullition, décolonisation en suspens, *Le Monde diplomatique*.

BUSSEREAU Dominique et René DOSIÈRE, 2017 (28 mars). *Rapport d'information au nom de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, Paris, Assemblée nationale.

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

NOTES

1. Comme je l'ai écrit pour ASAO (à paraître), s'il a souvent été dit que les accords de Matignon et de Nouméa étaient une voie originale de décolonisation dans la république française, il me semble que c'est tout le contraire qui se passe et que ces accords ont permis une recolonisation, certes différente que par le passé, de la Nouvelle-Calédonie, qui aura des effets si le pays ne devient pas indépendant. Une importante migration de métropolitains s'est produite durant toutes ces années malgré le fait qu'elle devait être contrôlée comme par le passé avec la « directive Messmer » qui prônait de « faire du blanc » pour noyer la revendication d'indépendance, en reprenant l'annonce faite en 1972 par Roger Laroque, alors maire de Nouméa. Nous n'en sommes peut-être pas si loin (voir Leblic, 1993 : 32).